

# Raviver l'histoire politique du Québec

**Claude Gauvreau**

Une nouvelle unité de recherche a vu le jour à l'UQAM : la chaire Hector-Fabre d'histoire du Québec dont le titulaire est le professeur Robert Comeau du Département d'histoire. Il s'agit de la première chaire universitaire consacrée spécifiquement à l'histoire politique du Québec. Elle porte le nom de l'avocat et journaliste Hector Fabre (1834-1910) qui fut le premier représentant du Québec à l'étranger.

«L'histoire politique permet de produire une vision globale de l'histoire. Or, ces dernières années, les historiens ont délaissé ce champ d'études au profit de l'histoire économique ou sociale. On observe depuis dix ans un véritable engouement de la part des étudiants pour l'histoire politique du Québec», explique M. Comeau. De plus à l'UQAM, il fallait penser à la relève puisque certains des spécialistes de ce domaine au Département d'histoire ont pris leur retraite dernièrement. Voilà autant de raisons justifiant l'existence d'une telle chaire.

Au cours des cinq prochaines années, les recherches se déploieront autour des axes suivants : l'enseignement et l'écriture de l'histoire au Québec; l'histoire du nationalisme québécois et de la formation de l'identité politique; l'histoire politique ouvrière et syndicale; les relations internationales du Québec; le rôle et les comportements des



Photo : Nathalie St-Pierre

**Robert Comeau, titulaire de la Chaire Hector-Fabre d'histoire du Québec.**

Québécois face aux guerres. La chaire accordera également une importance particulière à une large diffusion des résultats des études à travers notamment des publications comme le *Bulletin d'histoire politique* (revue que dirige M. Comeau), des cahiers de recherche et un site Internet.

## Les trois réformes du MEQ

Selon Robert Comeau, l'enseignement de l'histoire dans le système scolaire québécois joue un rôle essentiel dans la formation de citoyens éclairés et la construction d'une iden-

tité collective. «Depuis le rapport Lacoursière (1996), qui portait sur l'enseignement de l'histoire dans les écoles, on sait que le Québec est un des endroits en Occident où le nombre d'heures consacrées à cette discipline aux niveaux primaire, secondaire et collégial est le plus bas. Comme les cours d'histoire au collégial sont optionnels, les étudiants québécois, après le secondaire IV, risquent fort de ne plus avoir de contacts avec l'enseignement de l'histoire et ce, jusqu'à la fin de leurs jours», souligne M. Comeau. Aussi, la chaire examinera notamment la nature, le rôle et les enjeux des trois réformes de l'enseignement de l'histoire (1967, 1970, 1982) entreprises par le ministère québécois de l'Éducation qui, estime M. Comeau, ont produit peu de résultats.

Depuis le référendum de 1995, ce sont les sociologues et les politologues qui s'intéressent au nationalisme québécois et à la formation de l'identité nationale, non plus les historiens. «On constate que les revues québécoises d'histoire, depuis les années 80, ne s'intéressent plus à la question nationale du Québec. À la chaire, nous considérons que cette question, pour les historiens, n'est ni dépassée, ni résolue, et nous entendons intervenir dans les débats publics. Des recherches seront également effectuées sur les interactions entre nationalisme et économie, et nous comparerons le processus de

construction nationale au Québec avec celui qui a eu cours dans les petites nations non souveraines comme la Catalogne, l'Écosse ou la Flandre.»

## Histoire politique ouvrière

D'autres sujets attireront l'attention des chercheurs de la chaire, tels que l'évolution du monde syndical depuis la dernière grève du Front commun en 1983 et la création du Fonds de solidarité de la FTQ, le développement du syndicalisme chez les enseignants et les orientations politiques actuelles du mouvement syndical.

«Nous devons relancer les recherches dans le domaine méconnu de l'histoire politique ouvrière et syndicale, un courant d'études jadis populaire qui a perdu de son attrait auprès des historiens et des étudiants, estime Robert Comeau. La FTQ consacre chaque mois une page de son journal à l'histoire de ses pionniers. Pour notre part, nous espérons publier bientôt une histoire des militants ouvriers au Québec entre 1900 et 1930. Par ailleurs, les questions de la précarisation du travail et des transformations de son organisation à l'heure de la mondialisation méritent aussi que l'on s'y attarde.»

La chaire s'intéressera également aux relations internationales du Québec ainsi qu'au rôle et aux attitudes des Québécois face aux conflits militaires, des sujets encore peu étu-

diés dans les départements d'histoire. «Il n'existe pas de tradition de recherche sur l'histoire des relations internationales du Québec. Pourtant, celui-ci a joué un rôle de pionnier parmi les petits États non souverains dans leurs efforts pour obtenir une reconnaissance internationale. Aujourd'hui, le Québec n'est plus aussi actif et est même dépassé par la Flandre qui possède 50 délégations à l'étranger.»

Quant aux études en histoire militaire, elle demeurent l'enfant pauvre de l'historiographie québécoise, soutient M. Comeau. «Par exemple, peu de travaux ont été réalisés par nos historiens francophones sur la participation des Québécois aux deux guerres mondiales et sur la position des nationalistes canadiens-français à l'égard de ces conflits. Seule l'UQAM a développé un certain nombre d'études à ce propos contribuant à détruire certains mythes tenaces. Ainsi, beaucoup de gens ignorent que la plupart des Québécois qui ont combattu en Europe durant la Seconde Guerre s'étaient engagés sur une base volontaire. Nous devrions être fiers que des Québécois aient participé à la lutte contre le fascisme. Cette mémoire doit être réhabilitée et valorisée.»

Dès l'an prochain, la Chaire Hector-Fabre organisera deux colloques : le premier dressera le bilan des recherches sur l'attitude des Québécois face aux guerres, et le second soulignera les 40 ans de la doctrine Gérin-Lajoie qui prônait dans les années 60 le droit pour le Québec, en tant qu'État non souverain, de jouer un rôle sur la scène internationale.

«La chaire sera non seulement un point de rencontre entre spécialistes du Québec mais aussi le lieu de dialogues interdisciplinaires sur l'histoire du Québec. Certains de ses axes de recherche seront complémentaires avec ceux des autres chaires de l'UQAM avec lesquelles nous ne sommes nullement en concurrence», de conclure M. Comeau ●

## Les partenaires de la Chaire

La Chaire Hector-Fabre d'histoire du Québec bénéficie du soutien financier de la Fondation du *Prêt d'honneur*, son principal partenaire, des centrales syndicales CSN, FTQ et CSQ, ainsi que du Mouvement Desjardins.

C'est la Fondation du *Prêt d'honneur* qui a eu l'idée, il y a trois ans, de créer un chaire d'histoire du Québec à l'UQAM. Fondé en 1944 par la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal, le *Prêt d'honneur* est un organisme sans but lucratif autonome ayant ses propres structures. Depuis sa création, il s'est voué à la promotion de l'éducation, notamment en accordant un soutien financier aux étudiants québécois désireux d'entreprendre des études universitaires.

La Chaire Hector-Fabre réunira autour de son titulaire, M. Robert Comeau, une équipe composée de plusieurs chercheurs de l'UQAM et d'ailleurs : Stéphane Paquin, chercheur principal et professeur-associé, les professeurs Jean-Marie Fecteau et Robert Martineau, ainsi que les professeurs-associés Serge Bernier et Louise Beaudoin, tous rattachés au Département d'histoire. Enfin, se joindront à l'équipe, les chargés de cours Frédéric Bastien, Bernard Dansereau et Michel Sarra-Bournet du même Département, ainsi que Béatrice Richard, professeure au Collège militaire de Kingston, et Yves Tremblay, chercheur à la Direction Histoire et Patrimoine à Ottawa.